

## Questions orales

mentionné dans mes remarques le chiffre d'un dollar le baril, je crois, en ce qui a trait aux augmentations possibles pour le mois de novembre, et en divisant ce chiffre par 35, on en arrive, pour ce même mois, à une augmentation possible de presque 3c. le gallon.

**M. André Fortin (Lotbinière):** Monsieur le président, je voudrais poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, au sujet du problème particulier de la région sise à l'est de la ligne Borden.

L'honorable ministre a déjà déclaré en cette enceinte qu'il avait eu des entretiens avec le gouvernement du Québec, avec l'honorable ministre des Richesses naturelles, entre autres, lequel était alors en vacances. Le ministre peut-il dire . . .

**Une voix:** Avant sa victoire!

**M. Fortin:** C'est vrai, avant sa victoire, parce qu'il n'était pas là.

Le ministre peut-il exposer les résultats de ces discussions, avec le gouvernement du Québec entre autres? Peut-il dire aussi quelles consultations il a eues avant la déclaration de ce soir, et assurer la Chambre qu'il veillera au ravitaillement de la région située à l'est de la ligne Borden pour la prochaine saison, étant donné les annonces faites par le gouvernement du Québec au cours de la dernière campagne électorale? Il ne s'agit plus d'une question électorale, mais d'une question de vie maintenant.

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, je m'excuse, mais je ne suis pas exactement certain si j'ai compris la question de l'honorable député. De toute façon, nous avons discuté avec le gouvernement provincial de la question du prolongement de l'oléoduc. Il a élaboré, comme on le sait, un projet de construction d'un «super-port» pétrolier.

Nous savons qu'il est possible de réaliser les deux projets, afin d'assurer aux consommateurs du Québec leur approvisionnement par oléoduc, de même que les bénéfices résultant d'un approvisionnement venant d'outre-mer. Je dois dire que la priorité pour le moment consiste à prévoir et à assurer l'approvisionnement en pétrole brut pour les raffineries de Montréal. Et pour cette raison, étant donné la situation internationale, c'est l'approvisionnement, et non le prix, qui importe en ce moment.

[Traduction]

LE PÉTROLE BRUT CANADIEN—DEMANDE  
D'ÉCHELONNEMENT DES HAUSSES—LES CONSULTATIONS

**M. Harvie Andre (Calgary-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question se rattache à celle du chef de l'opposition, seul chef de parti qui ait jugé bon d'être ici, ce soir.

**Des voix:** Bravo!

**M. Andre:** Quand le ministre a-t-il l'intention d'appliquer la politique des prix de Montréal qu'il a promise pour notre pétrole brut et a-t-il entrepris de consulter l'industrie, ainsi que les provinces afin de trouver un moyen d'échelonner les hausses de prix du pétrole brut canadien jusqu'à concurrence des prix internationaux de Montréal, plutôt que d'autoriser une montée en flèche des prix le 1<sup>er</sup> février?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, nous

pensons qu'elle va être mise en application le 1<sup>er</sup> février. Nous avons, bien sûr, envisagé des augmentations échelonnées. De façon générale, nous avons pensé qu'une protection de plusieurs mois serait avantageuse du point de vue du consommateur.

**M. Andre:** J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. En réponse à une question du député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles, le ministre a dit ce qu'était la position du gouvernement à l'égard de l'utilisation des recettes provenant de cette taxe d'exportation. Est-ce une position ferme et a-t-elle été acceptée par les provinces productrices, et le ministre discute-t-il toujours cette taxe avec les provinces productrices et pourquoi n'y a-t-il pas des chiffres révisés de la taxe pour novembre et l'augmentation importante de décembre qui ne semble avoir aucun sens?

**M. Macdonald (Rosedale):** Monsieur l'Orateur, à propos de la dernière partie de la question, le député aura remarqué la très forte augmentation du coût international au cours des 15 derniers jours. En ce qui concerne l'attitude des provinces, je puis dire qu'à mon avis, la position de l'Alberta est que l'impôt est absolument immoral mais que la province a hâte d'en toucher le produit.

PÉTROLE ET GAZ—LES HAUSSES DE PRIX—LE COÛT DE  
LA VIE

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Quelles mesures entend-il prendre en vue de compenser cette dépense supplémentaire pour les consommateurs de l'Est où cette dernière mesure augmentera sensiblement le coût de la vie, qui est déjà très élevé?

**L'hon. John N. Turner (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement a déjà pris des mesures dans le domaine des pensions et des allocations familiales . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** . . . pour protéger les consommateurs canadiens. Le principal motif de la déclaration de mon collègue, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, était de protéger les consommateurs canadiens, non seulement en matière de prix, mais aussi à l'égard de l'approvisionnement.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je signale aux honorables députés que la période de questions expire dans exactement trois minutes.

**M. McGrath:** Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre s'il est disposé à rencontrer les gouvernements provinciaux pour trouver des moyens de neutraliser cette nouvelle hausse du coût de la vie?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, la question est intéressante. Je suppose que l'un des grands facteurs du prix de l'essence au détail dans la plupart des provinces est la forte taxe de vente que prélèvent les gouvernements provinciaux.

KÉROSÈNE ET MAZOUT—LES INTENTIONS DU  
GOUVERNEMENT QUANT AUX PRIX

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Monsieur l'Orateur, dans la même veine, je demanderais au ministre